

L'Indonésie à la croisée des chemins

Fournie P (*), Dou H.(**)

(*)Université de Marne la Vallée, IFIS - Bureau 144, Cité Descartes

5 bd Descartes, Champs sur Marne, 77454 Marne la Vallée cedex 2, France

(**) CIWORLDWIDE Competitive Intelligence Think Tank, 93 rue du Rouet, Marseille, France

Résumé :

A l'heure où, en Europe, les regards sont braqués vers le Maghreb, le Machrek, le Proche ou le Moyen Orient ; deux superpuissances, les Etats Unis d'Amérique et la Chine, ont amorcé à l'échelle de l'Asie entière une partie de go. Les accords de libre-échange constituent une des options à disposition pour convaincre les différents pays de la zone de rejoindre leurs sphères d'influences. Qu'ils soient commerciaux, économiques ou de portées plus stratégiques, les enjeux sont majeurs et le poids des pays candidats à l'adhésion n'est que très relatif dans l'établissement des règles. Quelles conséquences, l'adhésion au Trans-Pacific Partnership (TPP) – sous influence américaine - ou au Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) – dominée par les initiatives chinoises - peuvent-elles avoir sur l'agriculture, les industries, l'économie digitale et la propriété intellectuelle d'un pays donné ? Et quels seront pour celui-ci les impacts de l'adhésion en politique intérieure ou étrangère ? Notre recherche prendra comme mètre-étalon, l'Indonésie, considérée en Asie du Sud Est comme « the elephant in the room », et susceptible, à juste titre, d'être approchée avec insistance par la Chine et les USA.

Si les observations tirées de la présente analyse ne sont pas intégralement transposables aux autres pays de la zone, elles mettent en évidence nombre de problématiques et de vecteurs de forces que des pays de taille moins conséquente ne manqueront pas d'avoir à affronter ou subir.

Le 23 Janvier 2017, le Président Donald Trump, nouvellement élu semblait renverser la table et mettre un terme au processus de ratification par les Etats Unis d'Amérique de l'accord en gestation, rayant d'un trait de plume sept années d'effort de l'administration Obama. Le mémorandum Présidentiel ordonnait un retrait définitif « permanently withdraw » des négociations en cours. S'agit il là de respecter en tous points les promesses électorales, de marquer les esprits par un acte symbolique fort et peu risqué au plan national (l'accord n'avait pas encore été validé, étape impérative, par le Congrès), de contenter le travailleur américain, the « american worker » désormais incontournable dans la prose présidentielle. Où s'agit-il de s'asseoir de façon différente à la table des négociations ? D'user désormais de tout son poids dans des négociations bilatérales au risque de déstabiliser des gouvernements pro-TPP, de faire fi des promesses de réciprocité que l'accord multilatéral laissait entrevoir, de précipiter certains pays de la zone Asie du Sud Est dans le giron chinois ? A moins que le Président Trump n'utilise cette technique commerciale bien connue, la sortie du jeu, pour revenir s'asseoir à la demande de tous les pays membres, en position de force pour renégocier au bénéfice quasi intégral des Etats Unis. L'administration Obama avait pris soin de faire quantifier les effets attendus du TPP sur l'économie américaine ainsi que les pertes engendrées par tout retard dans l'application du schéma de mise en œuvre. Ne serait il pas risqué pour l'administration Trump de ne pas en tenir compte ?

C'est pourquoi nous serons amenés dans une prochaine publication à approcher, au travers du cas de l'Indonésie, les effets probables de la non entrée dans la sphère TPP et tenterons d'appréhender les conséquences politiques, économiques, sociales et stratégiques de ce recul américain pour le plus grand archipel du monde tout en nous interrogeant sur l'approche prônée par le nouveau leader américain.

Mots Clés :

Indonésie, Géopolitique, Trans-Pacific-Partnership, TPP, Regional Comprehensive Economic Partnership, Pivot to Asia, Asian Economic Community, Accords de libre-échange

Abstract:

At a time, in Europe, people's eyes are directed towards Maghreb, Mashreq, the Near or Middle East, two superpowers, the United States of America and China, have launched throughout Asia a go game play . Free trade agreements are one of the options available to convince the different countries of the area to join their spheres of influence. Whether they are commercial, economic or of more strategic scope, there are plenty issues of major importance and the weight of the candidate countries is only very relative in the establishment of the rules. What consequences, becoming a member of the Trans-Pacific Partnership (TPP) - under American influence - or of the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) - dominated by Chinese initiatives - can have on a country's agriculture, industries, digital economy and intellectual property? What will be the impact of entering such partnerships into domestic or foreign policies? Our research will take Indonesia as a standard, since it is considered in Southeast Asia as "the elephant in the room", and can rightly be approached insistently by China and the USA. If the observations drawn from this analysis are not fully transposable to the other countries of the zone, they highlight many problems and force vectors that countries of smaller size will certainly face or suffer.

On January 23rd, 2017, the newly elected President Donald Trump was ending the ratification process of TPP by United States destroying seven years of efforts deployed by the Obama's administration. The Presidential Memorandum directed a permanent withdraw of all related on-going negotiations. Is it a way to respect electoral promises? To impress people using a symbolic act with little risk (the agreement has not yet been validated by the US Congress), to please the "American Worker" now unavoidable in the presidential writings? Or is it a way to enter differently into negotiations? To use the high profile and weight of United States in bilateral negotiations, taking the risk to destabilize pro-TPP governments, to forget about the equilibrium contained in TPP, to push South Asian countries on Chinese hands. Unless, President Trump intends to use the well known commercial technique consisting of going out the game until all member countries call you back. Thus, he might be on a stronger position to renegotiate at the full benefit of USA. The Obama's administration had specialists studies made to quantity the expected impacts of TPP on the US economy and the loss that any delay in the implementation may generate. Would not it be a risk for the Trump administration not to take into consideration those elements ?

Also, using Indonesia as a reference we will study in a future article the possible effects of not implementing TPP in the archipelago, and foresee possible political, economical, social and strategic consequences of such a withdrawal, looking deeply into the new approach of USA.

Key words:

Indonesia, geopolitics, Trans-Pacific Partnership, Regional Comprehensive Partnership, Pivot to Asia, Asian Economic Community, Free Trade Agreement

Introduction

Au moment où des changements importants se produisent en liaison avec l'élection d'un nouveau Président des Etats – Unis, il nous semble intéressant de faire le point sur un des théâtres d'opération les plus importants du monde : l'Asie. Pour ce faire et compte tenu de la complexité géopolitique de la zone, nous avons pris comme exemple l'Indonésie. Quoique les résultats de l'étude ne soit pas complètement transposables à tous les pays de la zone, les résultats obtenus reflètent assez bien les nouvelles problématiques devant lesquelles sont placés les

divers gouvernements de cette partie du monde. Le 26 Octobre 2015, par une simple phrase « Indonesia intends to join TPP » le président indonésien Joko Widodo (surnommé par ses concitoyens Jokowi) confirmait, au cours d'entretiens bilatéraux tenus à la Maison Blanche au mois d'Octobre 2015, la volonté de son pays d'adhérer à l'accord TPP ou Trans-Pacific Partnership. L'interprétation d'un tel ralliement est complexe car le Président fraîchement élu, va à l'encontre des choix de ses prédécesseurs, et les critiques n'ont pas manqué de fuser dès l'annonce faite. Entré en fonction le 20 Octobre 2014, à l'âge de 53 ans, Jokowi, issu de la sphère privée, a connu une ascension fulgurante. Maire de Surakarta (Solo) durant sept ans jusqu'à son élection au poste de gouverneur de la Province de Jakarta (DKI JAKARTA) en 2012 ; Joko Widodo, présente – bien que non militaire ou rattaché à une dynastie présidentielle passée- le double avantage d'être javanais et musulman. Sa large popularité, son sens aigu de la communication, le ticket présidentiel qui le lie à Jusuf Kalla -plusieurs fois ministre sous les présidences d'Abdurrahman Wahid et de Megawati Sukarnoputri, Vice-Président au cours du premier mandat du président Susilo Bambang Yudhoyono, et puissant membre du Golkar (ancien parti du Président Suharto) - ont sans doute scellé son destin politique. Un temps contestée par le duo formé par Prabowo Subianto- ex beau fils de l'ancien Président Suharto- et Hatta Rajasa -Président du PAN, un parti islamique modéré et plusieurs fois ministre - cette victoire amenait pour la première fois à la Présidence une figure qui ne soit liée ni aux anciens Présidents Soekarno ou Suharto, ni à l'armée, ni aux puissantes organisations islamiques indonésiennes. Les deux hommes politiques désormais à la tête du pays sont à l'origine des hommes d'affaires, issus de familles modestes, ayant prospéré dans la fabrication de meubles pour Joko Widodo et dans le trading pour Jusuf Kalla. Et, si la réputation du Vice-Président a pu être écornée à plusieurs reprises par des affaires sans que rien ne puisse être définitivement retenu contre lui, Jokowi n'a cessé de voir son aura grandir tant auprès des couches populaires majoritairement musulmanes que de la minorité chinoise. Lors de son précédent mandat, son colistier et Vice-Gouverneur de Jakarta, Basuki Tjahaja Purnama –également connu sous le patronyme hokkien d'Ahok-, appartenait à la diaspora. Ces leaders, de par leur expérience personnelle, ne peuvent donc être taxés de vision purement bureaucratique, d'être déconnectés de la réalité, de sous évaluer les implications que l'adhésion au TPP pourraient avoir pour les agriculteurs, les industriels, les négociants indonésiens. Les raisons de ce choix d'adhésion, loin de rallier tous les suffrages, doivent donc être clairement identifiées et analysées tout comme les multiples implications pour le pays.

1 – L'Indonésie

Dans sa configuration actuelle, l'Indonésie moderne, composée de plus de 17 000 îles – les recenser et leur donner un nom pose déjà problème (United Nations 2012) - est une résultante de la deuxième guerre mondiale et du processus de décolonisation en Asie. L'unification s'est organisée, au-delà des cadres à la fois coercitifs et sociaux exercés par l'armée selon le principe établi de « Dwi Fungsi ». (Rinakit 2005), autour de la diffusion d'une langue commune, le Bahasa Indonesia (Guan et Leo Suryadinata 2007); et par la mise en place de politiques de transmigration (4) (Hardjono 1988). En implantant l'ethnie dominante aux confins de la république et « javanisant » l'archipel, le pouvoir central de Jakarta s'est efforcé d'étendre son emprise sur les îles et de limiter la forte densité de l'île principale. Quatrième pays au monde avec ses 252.8 millions d'habitants en 2014, l'Indonésie devrait voir sa population atteindre à l'horizon 2050, 322 millions d'habitants (UNFPA 2014). L'Indonésie est bien le poids lourd de l'ASEAN. C'est aussi, bien que la constitution indonésienne organisée autour des cinq principes du Pancasila (Pancasila 2016) en fasse une démocratie laïque, le pays comptant le plus grand nombre d'habitants de confession musulmane. Depuis 1945, date de la première indépendance face aux Japonais, les dirigeants indonésiens se sont ingéniés à fédérer cet ensemble informe, sans réelle histoire commune, aux centaines de langues et de dialectes ; véritable melting-pot ethnique et confessionnel. Si l'archipel n'a connu que deux présidents entre 1945 et 1998, cinq se sont succédés depuis. Centralisé à l'extrême sous Suharto, le pays a opté pour une politique de décentralisation forte dite loi d'Otonomi Daerah (Loi 22-1999 sur l'Autonomie Régionale) au lendemain de la chute du deuxième président. Cette orientation a certainement permis d'éviter l'implosion de la république indonésienne sous l'action de forces centripètes. Elle a également conduit Jakarta à abandonner toujours plus de liberté d'actions et de droits d'utilisation de leurs ressources aux provinces et à leurs gouvernements. Pays essentiellement rural dans les années 1980, l'Indonésie est désormais urbanisée à plus de 53%. (Banque Mondiale 2015) L'Indonésie est extrêmement riche en ressources naturelles : minerais (Charbon, Bauxite, Or, Etain, Cuivre, Zinc...) ; pétrole, gaz, bois, ressources marines (Dutu 2015) mais la répartition de ces ressources au travers de l'archipel, les lois et règlements qui gouvernent leur exploitation, la superposition des structures administratives et politiques centrales, régionales et locales complexifient leur exploitation et amplifient les coûts associés. (Rusli and Duek 2010). La croissance est toujours demeurée inférieure à la moyenne des pays en développement de la zone Asie Pacifique (en incluant la Chine) et s'essouffle depuis 2011. Par contre le niveau réel de son PIB reste supérieur à celui de divers autres pays de l'ASEAN. (figure 1).

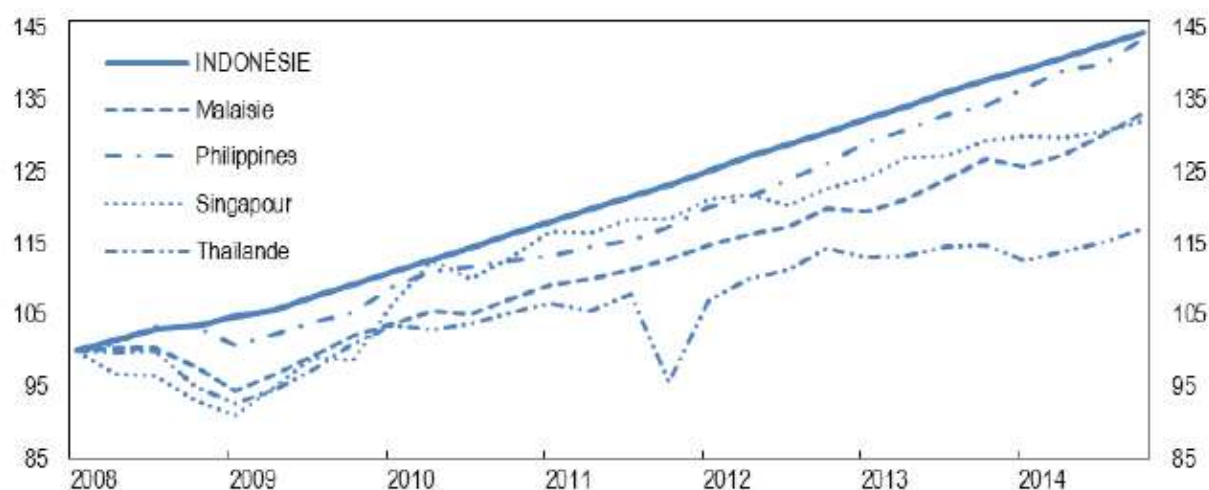


Figure 1 – Comparaison du PIB réel de l'Indonésie avec celui de divers pays de l'ASEAN (OCDE 2015) (OCDE 2016)

Depuis 2011, les exportations sont en baisse constante passant de 203 497 millions de dollars à 176 292 millions de dollars en 2014 en repli de plus de 13% sur la période... Tendence confirmée sous la nouvelle présidence (150.3 milliards de dollars d'exportations en 2015 soit un nouveau recul de 17% en un an) (Indonesia 2015).

La contribution Pétrole et Gaz, en régression depuis plusieurs années, progressait toutefois de 17% à 23 % du total des exportations en 2015. Sans doute s'agit - il là d'un effet induit du retour de l'Indonésie dans le giron de l'OPEP dès les premiers mois de la Présidence Jokowi, sept ans après avoir quitté l'organisation

Le tableau 1 indique la structure des principales exportations indonésiennes pour l'année 2015

Nature des exportations	Valeur US \$ milliard	% du total exporté
Charbon, pétrole et dérivés	34,6	23
Animaux, huile et graisse végétale	18,7	12,4
Equipement électronique	8,6	5,7
Caoutchouc	5,9	3,9
Pierres précieuses, métaux précieux	5,5	3,7
Véhicules	5,4	3,6
Machines, moteurs, pompes	5,2	3,5
Chaussures	4,5	3
Bois	4	2,7
Vêtements (excepté tricot)	3,98	2,6

Table 1 – Principales exportations indonésiennes, année 2015

La part de l'agriculture, moins de 4% est extrêmement faible pour un pays encore largement rural. Quant à la part des exportations de produits miniers, elle demeure forte se maintenant aux alentours 20% entre 2010 et 2013 pour tomber à moins de 16% en 2014. A l'évidence les exportations indonésiennes demeurent extrêmement sensibles aux cours des matières premières qu'il s'agisse de produits miniers ou agricoles (huile de palme, café, caoutchouc, ...). La part des biens de haute technologie (au sens de l'OCDE) dans l'exportation des produits manufacturés après avoir fortement progressé entre 1990 et 2002 passant de 1.6% à 16.7% sur la période n'a cessé – à quelques rares périodes d'embellie près- de diminuer depuis pour ne plus représenter que 7.1% en 2013. (Banque Mondiale 2015).

Enfin dans un contexte de forte concurrence internationale, certains auteurs (Raimon 2015) ont démontré que l'Indonésie souffrait de faiblesses structurelles au regard :

- De sa capacité d'innovation
- De la part du PIB consacrée aux investissements en matière de Recherche et Développement

- De l'absence de soutien du gouvernement, comme des conglomérats privés, à des programmes de recherche d'envergure.

Nous y ajouterons une devise erratique et des taux d'intérêts sur prêts prohibitifs propres à décourager l'investissement par financement local.

2 – Accords de libre échange et influence stratégique

Le 3 Janvier 2012, le Président Obama, établissait les lignes de la stratégie américaine de défense. Le maintien de la place des Etats Unis d'Amérique – « le US Global Leadership » - sur la scène mondiale était, sans ambiguïté, l'objectif affiché. (Obama 2012). La sécurité et la prospérité de la zone Asie Pacifique y étaient présentées comme un défi et une opportunité. Développées par le Secrétaire d'Etat à la Défense, ces directives, connues sous le nom de « Pivot to Asia » identifiaient les « amis » régionaux susceptibles de permettre « stabilité et croissance » à savoir l'Inde et les alliés asiatiques. Elles mettaient également en exergue les dangers potentiels, mettant en avant la Corée du Nord. La Chine était présentée comme une menace ayant « à long terme la capacité d'affecter l'économie américaine et la sécurité (des USA) de diverses façons » (Secretary of Defense 2002). Au-delà des aspects purement stratégiques, le TPP est une des réponses à ce qu'Amy Searight décrit comme le talon d'Achille de la politique américaine en Asie : la stratégie de partenariats commerciaux. (Searight 2010). Le Deputy National Security Adviser Michael Froman va encore plus loin en affirmant que les Etats Unis, s'ils étaient demeurés sans réaction face à la multiplication des accords régionaux préférentiels ou de libre échange (près de 250 opérationnels ou en négociation en 2012) auraient pris le risque de demeurer à la porte de l'Asie « Locked out of Asia ». (Hiebert 2012). Le TPP est la voie privilégiée par la Présidence Obama pour faire front et tracer la route vers le FTAAP (Free Trade Area of Asia Pacific) une plateforme encore plus large.

Aussi peu-ton s'étonner que le Président Trump mette à mal un des outils de reconquête, de présence stratégique, sans avoir préalablement fait connaître les contours de la nouvelle stratégie américaine de défense.

Il s'agissait pour l'administration Obama de rattraper le temps perdu, de reconquérir le terrain face à une Chine affirmant sans complexe ses ambitions :

- par la redéfinition de sa stratégie maritime (Yoshihara 2011) - concept stratégique Islands chains and Sea Control - et sa présence effective en mer de Chine
- par les initiatives économiques telles que le concept séduisant bien qu'imprécis de Maritime Silk Road (MSR)- et la participation active aux plateformes régionales
- par la création de nouvelles institutions financières et de développement (Asian Infrastructure Investment Bank : créée en 2015 pour une entrée en activité prévue sur 2016)
- par une diplomatie extrêmement active, et tout en séduction. Ainsi en 2015, le Président Xi Jinping s'est rendu en Avril en Indonésie (Asian-African summit) ; à Singapour et au Vietnam en Novembre.

Pour la Chine, la crise asiatique de la fin des années 90 a été synonyme de nouveau départ dans ses relations avec les voisins d'Asie du Sud Est. En apportant son aide aux pays traumatisés par le tsunami financier, économique et souvent politique de 1996-1997; en renforçant les coopérations bilatérales et en participant à tous les sommets de l'ASEAN, la Chine a redoré son image et effacé une partie des suspicions à son encontre. (Anwar 2013). Au moment où, focalisée sur le Moyen Orient, les USA négligeaient l'Asie – l'absence de la Secrétaire d'Etat au sommet de l'ARF de 2005 à Ventiane était particulièrement mal ressentie- la Chine redoublait d'efforts pour renforcer ses relations diplomatiques et économiques, bilatérales ou multilatérales.

- Dans un premier temps au niveau de l'ASEAN :
 - en étant impliquée dès 1997 dans le concept puis en se faisant l'avocat à partir de 2001 d'une zone de libre-échange au sein de l'ASEAN, et ce, jusqu'à la création de la coopération ASEAN PLUS THREE (APT)

- en signant dès 2003, en même temps que l'Inde, le Treaty of Amity and Cooperation (TAC). Cette initiative avait été lancée le 24 Février 1976 par les dirigeants de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Thaïlande et de Singapour.
- Par sa présence remarquée au premier sommet EAS (East Asia Summit) du 14 Décembre 2005 et en assistant à tous les sommets EAS depuis cette date ainsi qu'à nombre de commissions, comités, initiatives.

Revue Internationale d'Intelligence Economique

R2IE 1/2017 vol 9

- Mais également au niveau multilatéral au travers du groupe des BRICS qui ne cesse d'accroître son poids dans les affaires internationales qu'elles ressortent du domaine financier (Création de la New Development Bank (NDB), mise en place de la Contingency reserve Agreement (CRA)) ; du domaine économique ou de la santé. La Chine et la Russie joignent leurs efforts pour aller vers toujours plus de coopération y compris dans le domaine monétaire.
- Enfin au travers de la signature d'accords bilatéraux (BLTs) en particulier de traités d'investissements (BITs) Dans le cas spécifique de l'Indonésie, si les liens diplomatiques avec la Chine ont été inexistants de 1967 à Août 1990 (Sukma s.d.) le début du XXIème siècle a ouvert de nouveaux horizons de coopération. Un Strategic Partnership Agreement (SPA) était signé en 2005. L'Indonésie œuvrait parallèlement à faciliter le rapprochement entre Chine et ASEAN, deux entités conscientes de leur communauté de destin, partageant les mêmes intérêts à la prospérité et à la sécurité maritime.

La Chine est pour l'Indonésie, malgré l'absence de traité bilatéral de commerce, la première source d'importation et le second partenaire à l'export.

	FMI			Banque Asiatique de Développement		Banque Mondiale	
	2014	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Asie	5,6%	5,6%	5,3%				
Japon	-0,1%	1%	1,2%	1,1%	1,7%		
Chine	7,4%	6,8%	6,3%	7,2%	7,0%	7,5%	7,5%
Taiwan	3,7%	3,6%	4,1%	3,7%	3,6%		
Corée	3,3%	3,3%	3,5%	3,5%	3,7%		
Inde	7,2%	7,5%	7,5%	7,6%	8,2%		
Indonésie	5,0%	5,2%	5,5%	5,5%	6,0%	5,6%	5,6%
Thaïlande	0,7%	3,7%	4,0%	3,6%	4,1%	4,5%	4,5%
Malaisie	6,0%	4,8%	4,9%	4,7%	5,0%	5%	5%

Tableau 2 – Taux de croissance comparés (18)

En 2014, la CBRC (Commission de Règlementation Bancaire Chinoise) citée par Reuters (Zheng 2015) faisait état d'une augmentation des créances douteuses et irrécouvrables des banques de plus de 35% au premier semestre pour atteindre 322 milliards de dollars, Knight étudie, dans le cas particulier de la Chine, la relation entre instabilité sociale, croissance économique et ordre politique. Il met en lumière la façon dont l'instabilité sociale peut affecter le développement. (Knight 2012). A l'inverse si on s'interroge sur la relation de causalité entre la baisse de la croissance et le risque de déstabilisation politique et sociale, on peut admettre qu'une politique de libre échange volontariste doublée d'une diplomatie conquérante mais amicale, qui plus est adossée à une stratégie maritime et commerciale expansionniste puisse faire partie des outils de relance et de contrôle.

3 – Accords de libre échange et considérations générales

On considère généralement que l'objectif premier des accords de libre échange est de favoriser l'expansion des volumes commerciaux et les investissements. Pour certains auteurs, les FTA correspondent plus à une résultante de l'intégration régionale que l'inverse. (21) (Li 2014). Des analystes américains proches du Congrès décrivent le TPP comme une vision aboutie : « comprehensive and high standard » de FTA dont la finalité est la libéralisation du commerce dans « presque tous les produits et services ». La durée des négociations est à la hauteur de l'enjeu : l'abaissement voire l'élimination de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires ; l'édiction de règles plus rigoureuses et de portées plus larges que les principes de l'OMC. (Ferguson 2015). De fait l'accord porte, au travers de ses différents chapitres, sur les règles commerciales et juridiques applicables à l'agriculture, aux produits, aux services, à l'investissement direct, à la propriété intellectuelle et aux matières connexes. Le TPP s'inscrit dans la continuité des accords de libre-échange signés entre pays de la zone pacifique (Pacific Rim) :

- ANZSCEP : Agreement between New Zealand and Singapore on a Closer Economic Partnership, signé le 14 Novembre 2000 par les premiers ministres des deux pays, Helen Clark et Goh Chok Tong et amendé à deux reprises en Novembre 2001 et Juillet 2004, depuis sa mise en application le 1er Janvier 2001.
- TPSEP : Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement aussi dénommé Pacific-4, accord économique et commercial, signé le 3 Juin 2005 entre Brunei, le Chili, Singapour et la Nouvelle Zélande. La mise en application se faisant à dates différentes entre Mai et Novembre 2006 dans chaque pays.
- TPP : Trans-Pacific Partnership qui compte, dans sa forme actuelle – outre les quatre pays précédemment cités – huit autres pays adhérents (USA, Australie, Pérou, Vietnam, Malaisie, Mexique et Japon), un pays ayant confirmé son intention d'adhérer (Indonésie) et cinq autres pays ayant manifesté leur intérêt (Colombie, Philippines, Thaïlande, Taiwan et Corée du Sud)

Dans d'autres pays tels que le Cambodge, l'Inde et le Bangladesh, l'entrée est à l'étude.

La plupart des pays visés ci-dessus sont membres de l'APEC (Australie, Brunei, Canada, Chili, Indonésie, Japon, République de Corée, Malaisie, Mexique, Nouvelle Zélande, Pérou, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande et Vietnam). Certains sont également membres de l'ASEAN -et de fait adhèrent aux initiatives de l'association - (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Cambodge).

Pays	RCEP ASEAN	RCEP Plus three	RCEP Autres	TTP
Australia			membre	membre
Brunei	membre			membre
Cambodge	membre			
Canada				membre
Chili				membre
Chine		membre		
Colombie				intéressé
Corée du		membre		intéressé

Revue Internationale d'Intelligence Economique

R2IE 1/2017 vol 9

Sud				
Etats-Unis				membre
Inde			membre	
Indonésie	membre			Intérêt confirmé
Japon		membre		membre
Laos	membre			
Malaisie	membre			membre
Mexique				membre
Myanmar	membre			
Nouvelle-Zélande			membre	membre
Pérou				membre
Philippines	membre			intéressé
Singapour	membre			membre
Taiwan				intéressé
Thaïlande	membre			Intéressé
Vietnam	membre			Membre

Tableau 3 – Les différentes adhésions aux différents traités

Nombreux sont ceux qui adhèrent déjà à d'autres traités de libre échange ou communautés économiques de pays : NAFTA (USA, Canada, Mexique), SAFTA (Bangladesh, Inde), MERCOSUR (Chili, Colombie, Pérou). Parallèlement à ces accords multilatéraux, les pays signataires du TPP sont, sans exception, signataires d'accords bilatéraux de libre-échange. A elle seule l'Indonésie est signataire ou négocie actuellement 17 FTA (Free Trade Agreement) directs ou au travers de l'ASEAN.

Pays ou Régions	Statut
ASEAN-Hong Kong- China FTA	Négociations en cours
India-Indonesia Comprehensive Economic Cooperation Arrangement	Négociations en cours
Indonesia-Australia Comprehensive Economic Cooperation Arrangement	Négociations en cours
Indonesia-Chile FTA	Négociations en cours
Indonesia-European Free Trade Association FTA	Négociations en cours
Regional Comprehensive Economic Partnership	Négociations en cours
Republic of Korea-Indonesia FTA	Négociations en cours
Trade Preferential System of the Organization of the Islamic Conference	Signé mais non encore opérationnel
ASEAN FTA	Signé et opérationnel
ASEAN-Australia-NZ FTA	Signé et opérationnel

ASEAN-India Comprehensive Economic Cooperation Agreement	Signé et opérationnel
ASEAN-Japan Comprehensive Economic Partnership	Signé et opérationnel
ASEAN-PRC Comprehensive Economic Cooperation Agreement	Signé et opérationnel
ASEAN-Republic of Korea Comprehensive Economic Cooperation Agreement	Signé et opérationnel
Japan-Indonesia Economic Partnership Agreement	Signé et opérationnel
Pakistan-Indonesia FTA	Signé et opérationnel
Preferential Tariff Arrangement Group of Eight Developing Countries	Signé et opérationnel
ASEAN-Republic of Korea Comprehensive Economic Cooperation Agreement	Signé et opérationnel
Japan-Indonesia Economic Partnership Agreement	Signé et opérationnel
Pakistan-Indonesia FTA	Signé et opérationnel
Preferential Tariff Arrangement Group of Eight Developing Countries	Signé et opérationnel

Tableau 4 – Les différents accords concernant l'Indonésie

4 - TPP et considérations indonésiennes (Trans Pacific Partnership)

L'adhésion de l'Indonésie au TPP a suscité, nous l'avons indiqué plus haut, de nombreuses critiques dans le pays même. Sont ainsi mis en avant :

- L'impréparation de l'économie indonésienne à l'entrée dans un accord de libre-échange de cette taille et les dégâts que la signature du TPP pourraient occasionner :

Le Président Yudhoyono, prédécesseur de Jokowi, réagissait par twits au lendemain de la signature « If Indonesia is not ready and is forced to enter the TPP, then our nation will suffer. Such is the law of globalisation ...The essence of TPP is trade and investment liberalisation...The TPP is actually a good thing if all member states are ready, their interests are accommodated and there are real benefits for all parties...but if we are not ready for it our market will be flooded with goods and services from other countries while our exports will fail to be competitive abroad.” (Yudhoyono 2015). *(Si l'Indonésie n'est pas prête et est forcée d'entrer dans le TPP, notre nation en souffrira. Telle est la loi de la mondialisation ... L'essence du PPT est la libéralisation des échanges et des investissements ... Le PPT est une bonne chose si tous les États membres sont prêts, leurs intérêts sont pris en compte et il y a de réels avantages pour toutes les parties ... mais si nous ne sommes pas prêts Pour cela notre marché sera inondé de biens et services d'autres pays alors que nos exportations ne seront pas compétitives à l'étranger)*

- La nécessaire révision de nombreuses lois en particulier liées au commerce, au travail et à la propriété intellectuelle (Wirayani 2015)
- Le nécessaire démantèlement pour entrer dans le TPP des protections douanières et non tarifaires susceptible de mettre à mal l'agriculture et l'industrie locale (Wirayani 2015)
- La faiblesse structurelle des secteurs agricoles et financiers
- La vulnérabilité des industries indonésiennes si elles ne sont plus protégées. Celles-ci, et plus particulièrement les SME (Small & Medium Enterprise) ont déjà énormément de difficultés à réaliser les ajustements imposés par la feuille de route de l'AEC (Asian Economic Community).

L'objectif d'intégration régionale : « transformer l'ASEAN en une région stable, prospère et extrêmement compétitive, permettant un développement économique équitable, la réduction de la pauvreté et des disparités socio-économiques » était défini dès 1997 au sommet de Kuala Lumpur. Bali 2003 consacrait l'objectif d'AEC à l'horizon 2020. Les sommets de 2006 et 2007 en précisait le phasage et les objectifs intermédiaires. L'accélération du processus étant acceptée par les différents pays, 2015 était retenue pour la mise en place des libres circulations des marchandises, des services, de l'investissement, de l'emploi qualifié, du capital. La réalisation de ce marché unique imposait, bien entendu, le démantèlement des barrières douanières et non tarifaires, et par voie de conséquence, l'adaptation des industries à cette nouvelle donne. En Indonésie, les SME représentaient en 2014 plus de 97% de la main d'œuvre mais seulement 20.15% des exportations (hors pétrole-gaz) en 2013 et 16% en 2014. Il est généralement accepté que ces entreprises, malgré les efforts du gouvernement, souffrent d'un déficit de compétences techniques et de gestion ainsi que d'un accès difficile au crédit bancaire. (Steelyana 2014). Il est généralement accepté que ces entreprises, malgré les efforts du gouvernement, souffrent d'un déficit de compétences techniques et de gestion ainsi que d'un accès difficile au crédit bancaire. (Steelyana 2014) Fragiliser un tel tissu industriel en période de baisse de croissance est susceptible de générer un malaise social s'il advenait que de nombreuses entreprises soient amenées à baisser le rideau.

- L'incompréhension du public face à cette ouverture du marché indonésien
- La non-adhésion voire le manque d'intérêt des milieux d'affaires, des milieux politiques et du public en général (Sumantoro 2015)
- Le manque de compétitivité, d'adaptabilité, de savoir-faire à l'export d'une économie tournée vers son marché intérieur face à des pays traditionnels d'exportation (Singapour, Malaisie,...)
- Le risque présenté pour l'état indonésien par l'arbitrage de l'ISDS (Investor State Dispute Settlement)

Enfin certains soulignent que les mesures de dérèglementation amèneraient (Amin 2015) : l'accès à des fournisseurs étrangers aux marchés d'état; à traiter entreprises publiques et privés sur le même plan.; à soumettre investisseurs locaux et étrangers aux mêmes droits et obligations.

Au-delà des considérations économiques et financières, et en soulignant l'aspect stratégique du TPP pour les Etats-Unis, l'accord pourrait bouleverser la doctrine diplomatique de l'archipel. Jusqu'à une période récente, l'Indonésie a toujours privilégié une posture attentiste, évitant de se poser comme le leader naturel – sa taille le justifierait – de l'ASEAN et faisant preuve d'indépendance et non d'allégeance tant vis-à-vis de la Chine que des Etats Unis. Comme le déclarait le Président Susilo Bambang Yudhoyono dans son discours d'investiture, l'Indonésie est un pays qui a « One million friends, zero enemy ». (SBY 2009). La politique étrangère a longtemps respecté le principe édicté en 1949 – c'est-à-dire en pleine guerre froide- par Mohammad Hatta, Premier Vice-Président de l'Indonésie moderne : « Bebas dan aktif »

- Libre (Bebas) c'est-à-dire indépendant de l'un des camps en présence

- Actif (Aktif) car prenant des initiatives telles que la création du mouvement des non-alignés et la conférence de Bandung.

Plus récemment la diplomatie indonésienne a adopté le concept de « dynamic equilibrium ». Fréquemment utilisé par Marty Natalegawa, Ministre des Affaires Etrangères de 2009 à 2014, l'équilibre dynamique consacre le rôle que les puissances moyennes de la zone Asie Pacifique sont susceptibles de jouer afin d'éviter une confrontation directe entre les deux superpuissances Chine et Etats Unis. La coopération régionale, l'imbrication des différentes institutions a pour objectif de limiter le pouvoir et la prédominance d'un pays en particulier. Les initiatives de l'Indonésie, une fois membre à part entière du TPP devront être analysées pour vérifier si l'équilibre face aux super puissances de la zone est effectivement maintenu. Les détracteurs du TPP pensent que celui-ci a également pu jouer un rôle au moment des élections présidentielles indonésiennes. Difficile à mesurer, on peut toutefois s'interroger sur la portée des déclarations dans le Wall Street Journal de l'Ambassadeur américain en Indonésie, M.Robert Blake: « We do, however, take seriously allegations of human rights abuses and urge the Indonesian government to fully investigate the claims ». Tout en mentionnant que les Etats Unis, ne prenaient pas position et travailleraient avec le Président élu quel qu'il soit, l'Ambassadeur à l'évidence ne plébiscitait pas la candidature du rival de Jokowi, M.Prabowo Subianto. (Paddock 2014). M.Prabowo était présenté dans les médias américains comme le candidat des « nationalisations des ressources naturelles et des mesures protectionnistes destinées à protéger les industriels indonésiens ». (Auslin 2014) Bien entendu, on trouve également en Indonésie des partisans enthousiastes du TPP. Aux purs libéraux et acteurs économiques ou politiques pro-américains, il convient d'ajouter nombre d'industriels qui seraient touchés par les distorsions créées par la non-adhésion au TPP. Ces entrepreneurs s'inquiètent de la perte mécanique de compétitivité face à leurs concurrents étrangers appartenant à des pays membres. Tel serait le cas dans l'industrie textile ou de la chaussure. Cités par Sumantoro (Sumantoro 2015), Krisna et Utami présentent dans le média en ligne Kontan Daily Business & Investment les secteurs industriels susceptibles de bénéficier dès 2015 de la mise en place de l'AEC. Mais les quelques conglomérats cités pourront ils tracer la voie des PME? D'ailleurs pour la plupart ces groupes exportent déjà. L'ouverture ne risque-t-elle pas à l'inverse de les fragiliser ?

Le tableau ci-dessus présente pour 2014 le solde des importations et exportations indonésiennes pour la plupart des pays signataires ou intéressés à devenir membres du TPP.

Pays	TPP	Export 2014Indonésie vers	Import 2014Indonésie depuis	Balance commerciale 2014
Indonésie	Intérêt confirmé			

Revue Internationale d'Intelligence Economique

R2IE 1/2017 vol 9

Australie	membre	5.033.182,6	5.647.502,4	-614.319,7
Brunei	membre	100.296,0	594.302,7	-494.006,7
Canada	membre	755.021,3	1.860.197,9	-1.105.176,6
Chili	membre	177.899,1	241.506,4	-63.607,3
Colombie	intéressé	147.221,9	7.151,8	140.070,1
Corée du Sud	intéressé	10.621.193,3	11.847.398,7	-1.226.205,5
Etats-Unis	membre	16.529.904,4	8.170.107,7	8.359.796,7
Japon	membre	23.165.662,5	17.007.578,8	6.158.083,7
Malaisie	membre	9.758.874,7	10.855.394,4	-1.096.519,7
Mexique	membre	850.874,4	187.462,0	663.412,4
Nouvelle Zélande	membre	486.776,8	836.036,7	-349.259,9
Pérou	membre	210.441,1	66.786,5	143.654,6
Philippines	intéressé	3.887.831,7	699.736,6	3.188.095,1
Singapour	membre	16.806.853,4	25.185.667,8	-8.378.814,4
Taiwan	intéressé	6.425.103,3	3.758.171,3	2.666.932,1
Thaïlande	intéressé	5.829.824,6	9.781.043,4	-3.951.218,8
Vietnam	membre	2.451.196,7	3.417.776,8	-966.580,1

Table 5 – Bilan des Exportations et importations indonésiennes (Statistics 2016)

La balance commerciale est en faveur de l'Indonésie uniquement avec 7 pays sur 16 :

- 2 pays de la zone Amérique du Nord : Etats Unis et Mexique
- 2 pays de la zone Pacifique Amérique du Sud : Colombie et Pérou
- 2 pays de la zone Asie du Nord : Japon et Taiwan – Ce sont toutefois les exportations oil & gas qui permettent ces balances positives. Sans les hydrocarbures, la balance commerciale serait négative avec le Japon et proche de l'équilibre avec Taiwan
- 1 pays de l'ASEAN : Philippines – Les importations de produits d'origine philippine sont extrêmement réduites

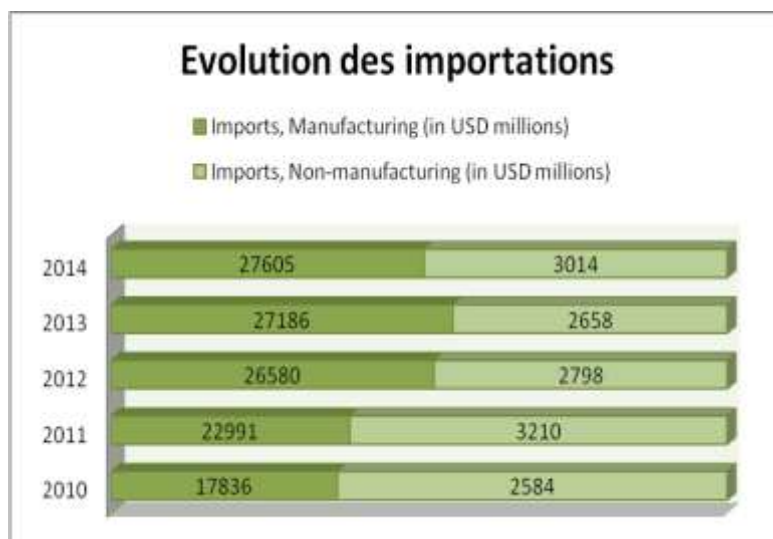
5 – Un précédent, le FTA Asean - CHINA

Les effets sur l'économie indonésienne d'un accord de libre-échange peuvent être analysés au regard du FTA ASEAN-CHINA. Signé le 4 Novembre 2002 et entré en application le 1^{er} Janvier 2010, cet accord implique onze pays dont l'Indonésie et portait à l'origine sur près de 8000 produits. La conclusion d'une étude faite sous l'égide d'USAID et SEADI est sans ambiguïté : « ACFTA has caused a substantial expansion of both exports and imports for Indonesia, with a slightly positive net contribution to the trade balance. Although the bilateral trade balance with China is estimated to have deteriorated considerably, bilateral trade balances per se have no particular significance. We also see that Indonesia and China both incur substantial customs revenue losses because of participation in the agreement » (Marks 2012) (*L'ACFTA a entraîné une expansion substantielle des exportations et des importations pour l'Indonésie, avec une contribution nette à la balance commerciale légèrement positive. Bien que l'on estime que la balance commerciale bilatérale avec la Chine se soit considérablement détériorée, les soldes commerciaux bilatéraux en eux-mêmes n'ont pas de signification particulière. Nous voyons également que l'Indonésie et la Chine subissent des pertes substantielles de recettes douanières en raison de la participation à l'accord.*)

L'examen des données des flux commerciaux Indonésie-Chine confirme ces observations. On constate sur la période 2005-2014 :

- une forte augmentation des exportations vers la Chine : celles-ci ont été multipliées au plus haut en 2013 par 3.39 par rapport à 2005 toutes marchandises confondues mais uniquement par 2.58 pour les productions manufacturières et surtout de 3.80 pour les autres produits, en particuliers les matières premières. L'évolution des importations est inverse se caractérisant par l'importance accrue des biens manufacturés.

Les graphiques ci-après confirment l'impact de l'accord de libre-échange à partir de 2010 .



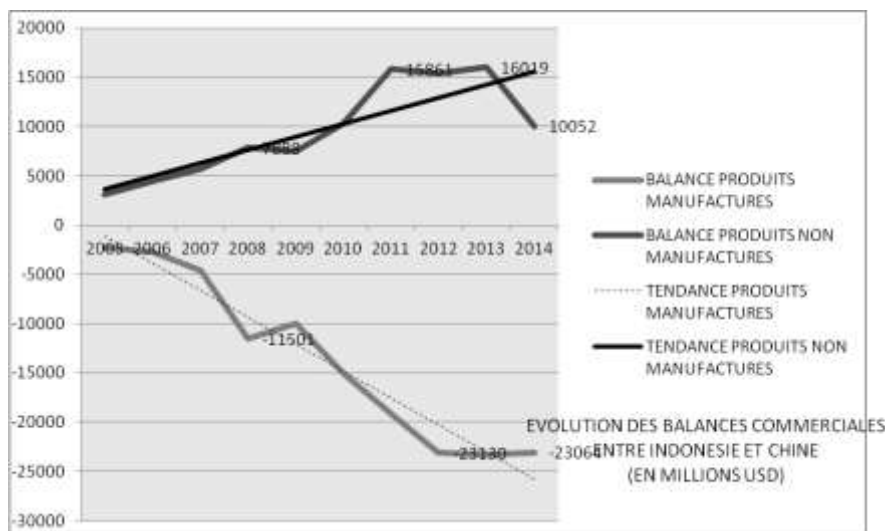
Source : statistics.apec.org

On constate une large détérioration de la balance commerciale toutes marchandises confondues de l'Indonésie vis-à-vis de la Chine. Encore positive en 2005 à +819 Millions USD, ce solde devient très largement négatif en 2014 (-10 018 Millions USD)

Encore est- il nécessaire de différencier la balance commerciale

- correspondant aux produits manufacturés (qui passe de – 2249 millions USD en 2005 à -15 045 millions en 2010 pour atteindre – 23 064 millions USD en 2014) très favorable à la Chine

- Correspondant aux produits non manufacturés et matières premières (qui passent de 3 068 en 2005 à 10 316 millions de 2010 pour atteindre 16 019 millions en 2013) favorable à l'Indonésie



Source : statistics.apec.org

Ces données extraites de statistics.apec.org devront toutefois être rapprochées avec circonspections du tableau ci-dessous de source chinoise.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
export	4,482	6,257	8,349	9,453	12,609	17,210	14,744	21,978	29,263	34,293	36,947
import	5,754	7,212	8,430	9,610	12,380	14,387	13,538	20,760	31,323	32,033	31,479
balance	-1,272	-955	-81	-157	229	2,823	1,206	1,219	-2,059	2,260	5,469

Source: China Ministry of Commerce, via CEIC database.

Table 6 – Commerce Chine – Indonésie (China 2015)

A l'évidence l'accord FTA ASEAN-CHINA a fait progresser les volumes échangés. Mais au bénéfice de la Chine dont le bénéfice commercial n'a cessé de progresser sur la période. Le solde positif enregistré par l'Indonésie sur les produits non manufacturés (potentiellement à faible valeur ajoutée) ne vient pas compenser la balance commerciale déséquilibrée sur les produits manufacturés. Déjà en 2011, Abren Ginting notait que le manque de compétitivité de certains secteurs, le coût des matières premières, le coût de l'énergie en Indonésie, l'accès au capital et aux financements, les infrastructures logistiques en place constituaient des faiblesses majeures pour les industriels indonésiens en compétition dans un marché ouvert. (Ginting 2011). Tentons dans notre dernière partie d'identifier des indicateurs permettant d'évaluer la capacité de l'Indonésie à entrer en position de force dans un accord de libre-échange de la taille du TPP.

6 - Indicateurs Clés des pays potentiellement adhérents aux TPP (Trans Pacific Partnership)

Revue Internationale d'Intelligence Economique

R2IE 1/2017 vol 9

Nous avons, pour l'ensemble des pays signataires ou intéressés par rejoindre le TPP, comparé divers indicateurs clés. Ces données ont été classifiées par catégorie (Du plus fort au plus faible). Toutes les données ne sont pas disponibles pour l'ensemble des pays. Ces indicateurs doivent permettre d'évaluer l'avancée des changements structurels indispensables à l'entrée de l'archipel dans ces plateformes de libre-échange. Encore, sera-t-il indispensable en Indonésie de mesurer les disparités régionales qui existeront à coup sûr.

ECONOMIE	AGRICULTURE	TECHNOLOGIE et IMMATERIEL	COMMUNICATIONS	FINANCE	LOGISTIQUE
<p>Taux croissance</p> <p>% PIB</p> <p>4eme position sur 16 classés</p> <p>Indonésie: 5%</p>	<p>VA agriculture (par travailleur)</p> <p>USD constants de 2005</p> <p>10eme position sur 11 classés</p> <p>Indonésie : 1079\$</p>	<p>Export haute technologie (%) des exportations de produits manufacturés)</p> <p>15eme position sur 17 classés</p> <p>Indonésie : 7.1%</p>	<p>Lignes téléphoniques</p> <p>(Pour 100 personnes)</p> <p>12eme position sur 16 classés</p> <p>Indonésie : 11.7</p>	<p>Capitalisation boursière des entreprises</p> <p>(%PIB)</p> <p>10 ème position sur 14 classés</p> <p>Indonésie : 47.5</p>	<p>Indice de performance logistique</p> <p>(1 faible- 5 élevé)</p> <p>11 eme position sur 15</p> <p>Indonésie : 3.1</p>
<p>Inflation (déflateur du PIB)</p> <p>% annuel</p> <p>2 eme position sur 16 classés</p> <p>Indonésie : 5.8%</p>	<p>Consommation engrais kg/ha de terres arables</p> <p>9eme position sur 17 classés</p> <p>Indonésie : 204.6</p>	<p>Dépenses en R&D (% PIB) (données 2012 ou 2013)</p> <p>10 eme position sur 10 classés</p> <p>Indonésie : 0.1%</p>	<p>Utilisateurs internet pour 100 personnes</p> <p>16 eme position sur 16 classés</p> <p>Indonésie : 17.1</p>	<p>Taux d'intérêts des dépôts</p> <p>%</p> <p>1ere position sur 15 classés</p> <p>Indonésie : 8.8%</p>	<p>Documents nécessaires pour exportation</p> <p>8 eme position sur 15 classés</p> <p>Indonésie : 4 documents</p>
<p>Agriculture VA</p> <p>% PIB</p> <p>2eme position sur 10 classés</p> <p>Indonésie: 13,4%</p>	<p>Rendement des céréales</p> <p>kg/ha</p> <p>8eme position sur 17 classés</p> <p>Indonésie : 5085.4</p>	<p>Chercheurs en R&D (pour 1 million de personnes)- Données 2013</p> <p>Données non disponibles pour Indonésie</p>	<p>Serveurs internet sécurisés (pour 1 million d'utilisateurs internet)</p> <p>16 eme position sur 16 classés</p> <p>Indonésie : 6.2</p>	<p>Taux d'intérêt des prêts</p> <p>%</p> <p>2eme position sur 16 classés</p> <p>Indonésie : 12.6%</p>	<p>Délai nécessaire à l'importation</p> <p>Nombre de jours</p> <p>1ère position sur 16 classés</p> <p>Indonésie : 26 jours</p>
<p>Industrie VA</p> <p>% PIB</p>	<p>Machinerie agricole- Tracteurs par 100km2 de terres arables</p>	<p>Techniciens (pour 1 million de personnes)</p>	<p>Abonnés à la téléphonie mobile</p> <p>(pour 100 habitants)</p>	<p>Taux d'intérêt réel</p> <p>%</p>	<p>Qualité des infrastructures portuaires</p> <p>(1-extrêmement sous développées</p>

Revue Internationale d'Intelligence Economique

R2IE 1/2017 vol 9

<p>1^{ere} position sur 11 classés</p> <p>Indonésie : 41.9%</p>	<p>Données non disponibles</p>	<p>Données non disponibles</p>	<p>7eme position sur 17 classés</p> <p>Indonésie : 126.2</p>	<p>3eme position sur 15 classés</p> <p>Indonésie : 6.8%</p>	<p>7-bien développées et efficaces)</p> <p>13eme position sur 17 classés</p> <p>Indonésie : 3.9</p>
<p>Services VA</p> <p>% du PIB</p> <p>11eme position sur 11 classés</p> <p>Indonésie : 42.2%</p>		<p>Articles de journaux scientifiques et techniques</p> <p>Données non disponibles</p>			
<p>Exportation de B&S</p> <p>% PIB</p> <p>11 eme position sur 14 classés</p> <p>Indonésie : 23,7%</p>		<p>Demandes de brevets résidents</p> <p>11eme classé sur 16</p> <p>Indonésie : 663 brevets</p>			
<p>Importations de B&S</p> <p>% PIB</p> <p>11eme position sur 14 classés</p> <p>Indonésie: 24,5%</p>					
<p>Signataires de TPPConsommation électrique</p> <p>Kwh/hab</p> <p>12eme position sur 16 classés</p> <p>Indonésie: 2011,7</p>					

Table 7 – Indicateurs clés pour les pays (Banque Mondiale 2014)

7 - Conclusion

L'Indonésie apparaît particulièrement mal armée pour tirer pleinement bénéfice de l'accord de libre-échange dit TPP. Le même constat est applicable au RCEP. Le pays demeure sur la base de critères non exhaustifs structurellement affaibli face à des pays traditionnels d'exportation. Sans doute, comme l'accord de FTA ASEAN-CHINA le montre, les volumes de commerce augmenteront mais ces gains risquent de se faire au détriment des industriels indonésiens, en particulier des SME et des agriculteurs. La signature est certes susceptible d'offrir un répit à plusieurs secteurs industriels à faible valeur ajoutée. Elle leur permettra, au moins durant quelque temps, de ne pas être dé-positionnés face à des concurrents localisés dans les pays signataires. Les ratios indonésiens d'équipement de communications montrent qu'un long chemin reste à accomplir dans une économie mondiale basée sur l'information et la connaissance. Les coûts locaux du crédit sont un frein à l'investissement et pourront donner un avantage certain à des investisseurs disposant de fonds en provenance de pays étrangers à faible coût du crédit.

Quant aux performances logistiques elles mettent en évidence des freins à l'importation qu'il conviendra de gommer sauf à prêter le flanc à la critique voire à des pénalités financières. La productivité est encore faible dans de trop nombreux secteurs et l'importance du tissu de SME, grand employeur de main d'œuvre, et peu armé pour faire face à l'ouverture internationale peut laisser pressentir des risques d'instabilité sociale et politique, si la mise en place des accords se fait au détriment de l'emploi. Les exportations de produits à forte valeur ajoutée et de haute technologie demeurent encore résiduelles. Sauf à investir massivement et de façon ambitieuse dans la Recherche et la Technologie ; sauf à créer des pôles industriels en aval des nombreuses ressources naturelles dont dispose l'archipel, les accords de libre échange apparaissent comme une autoroute sur laquelle nombre de concurrents étrangers risquent de s'engager sans restriction. L'ouverture aux capitaux et à l'investissement étranger, la disparition des barrières non tarifaires ne manqueront pas de créer une pression y compris sur les activités d'agriculture intensive, de pêche et d'activités minières.

On peut donc raisonnablement s'interroger sur les raisons qui ont poussé le Président Joko Widodo à confirmer dès Octobre 2015, l'intention de l'Indonésie de participer à cette plateforme sans attendre les résultats de la mise en place de l'AEC qui impose de lourdes concessions aux entreprises indonésiennes. Des capacités d'ajustement des Petites et Moyennes Entreprises à la suppression des tarifs douaniers et des barrières non tarifaires dépendront la survie de sociétés industrielles, agricoles ou de services représentant la majeure partie des emplois du pays. Les enjeux d'une entrée réussie dans l'AEC puis dans le TPP sont donc bien économiques mais tiennent aussi de politique et de stabilités intérieures. Lourde de conséquence sur le plan économique, l'adhésion au TPP pourrait également le devenir s'il s'avérait qu'elle constitue – ou soit perçue vue de Chine- un tournant dans la doctrine diplomatique du pays. Le TPP est présenté au citoyen américain par le bureau du Ministère du Commerce (US Trade Representative) comme devant permettre :

- de consolider la position dominante des USA dans le Pacifique
- d'éliminer dans 11 pays plus de 18 000 taxes et autres freins au commerce qui bloquent les exportations des entrepreneurs, des petites sociétés et les agriculteurs américains ou créent des distorsions de compétitivité »
- de diffuser les valeurs américaines »

- de favoriser l'emploi »

Au-delà des promesses des gouvernants, le même accord peut-il être profitable sur les plans stratégiques, financiers, économiques, immatériels et de l'emploi à des pays aussi structurellement différents que les Etats Unis d'Amérique, Singapour, le Vietnam et l'Indonésie ?

En ce sens la décision prise par le Président Trump de mettre un terme au processus de ratification du TPP peu apparaître comme une aubaine pour l'Indonésie.

Mais ne risque t'elle pas de mettre en défaut une présidence indonésienne qui s'était largement définie en faveur de l'accord, à l'inverse de ses prédécesseurs ? De remettre en question les équilibres diplomatiques et stratégiques sur la zone ? De bouleverser des prévisions de croissance susceptible de s'appuyer sur les bénéfices attendus du TPP ?

Surtout si la mise en place d'accords bi-latéraux ne laisse guère de marge de manœuvre à l'Indonésie.

Et par ce type de mesure – mais aussi en raison des nouvelles dispositions en matière d'immigration - la nouvelle présidence américaine ne risque t'elle pas de s'aliéner les pays de la zone pacifique et en particulier un des plus importants, également premier pays au monde par le nombre d'habitants de confession musulmane, l'Indonésie.

Nous examinerons dans un prochain article les possibles scénarios et essaierons d'appréhender au travers d'une démarche prospective leurs implications respectives.

Notes

Nous utiliserons de façon systématique les acronymes et abréviations anglo-saxonnes

Abréviations

ANZSCEP : Agreement between New Zealand and Singapore on a Closer Economic Partnership
APT : Asean Plus Three

ARF: Asian Regional Forum

ASEAN: Association of South East Asian Nations
BITs: Bilateral Investment Treaties

BLTs : Bilateral Treaties

CRA : Contingency reserve Agreement
EAS: East Asia Summit

FTA: Free Trade Agreement

FTAAP: Free Trade Area of Asia Pacific

ISDS: Investor State Dispute Settlement

MERCOSUR : Mercado Comun del Sur

MSR: Maritime Silk Road

NAFTA : North American Free Trade Agreement

NDB : New Development Bank

RCEP : Regional Comprehensive Economic Partnership

SAFTA : South Asian Free Trade Agreement

SPA : Strategic Partnership Agreement

TAC : Treaty of Amity and Cooperation

TPP : Trans-Pacific-Partnership

TPSEP : Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement ou Pacific-4

Bibliographie

Amin, K. 2015, Some say joining TPP, suicidal for RI., *Jakarta Post*, October ,
<http://www.thejakartapost.com/news/2015/11/25/ri-eu-cepa-paves-way-tpp.html> consulté
Décembre 2016

Auslin, M., 2014, Indonesia poll marks fork in road.. Édité par Nikkei Asian Review. 3rd July,
<http://www.aei.org/publication/japans-military-is-not-about-to-march-through-asia/> consulté
Décembre 2016

Anwar, Dewi Fortuna, 2013, An Indonesian Perspective of the US rebalancing effort toward
Asia. *The National Bureau of Asian Research*, 26 February,
<http://www.nbr.org/research/activity.aspx?id=320> consulté Décembre 2016

Banque Mondiale 2015 - Explorer les bases de données, *Banque Mondiale*,
<http://databank.banquemondiale.org> consulté Mai 2016

Banque Mondiale, 2014, <http://databank.banquemondiale.org> – Données 2014-2013-2012

Chaponnière J.P., 2015, Perspectives économiques à moyen terme : risques financiers,
incertitude chinoise, *Asialysts*, <https://asialyst.com/fr/2015/05/19/perspectives-economiques-a-moyen-terme/> consulté
Décembre 2016

China, 2015, China's Economic ties with ASEAN, *US China, Economic and Security Review Position*,
Staff Research Report
<http://origin.www.uscc.gov/sites/default/files/Research/China's%20Economic%20Ties%20with%20ASEAN.pdf>

Dutu, R., 2015, Making the most of Natural Resources in Indonesia, *OECD PUBLISHING, Banque Mondiale*, .
<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS> consulté
Novembre 2015

Ferguson, I., Mark A McMinimy M.A, Brock R. W., 2015, The Trans Pacific Partnership (TPP)
Negotiations and Issues for Congress. *CRS Report, Congressional Research Service*, 2015,
<http://copyrightalliance.org/wp-content/uploads/2016/09/R44278.pdf> consulté Décembre 2016

Ginting , A., 2011, The impact of ACFTA to Indonesia-China trade. *ICRA INDONESIA*,
<http://icraindonesia.com/uploaded/The%20Impacts%20of%20ACFTA%20020511.pdf> consulté
Décembre 2016

Guan, Lee Hock, et Leo Suryadinata, 2007, Language, Nation and Development in Southeast
Asia. *Institute of Southeast Asian Studies*.

Revue Internationale d'Intelligence Economique

R2IE 1/2017 vol 9

Hardjono, J. 1988, The Indonesian transmigration program in historical perspective. *International Migrations*, 1988: 427-439 <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2435.1988.tb00662.x/abstract> consulté Décembre 2016

Hiebert, M., Broadbent M., et Lindsay Ross, 2012, The significance of the Trans Pacific Partnership negotiations. Center for Strategic & International Studies, 2012, <https://www.csis.org/analysis/significance-trans-pacific-partnership-negotiations> consulté Décembre 2016

Indonesia 2015, Indonesia top 10 exports, *World Top Exports* <http://www.worldstopexports.com/indonesias-top-10-exports/> consulté Décembre 2016

Knight, J., 2012, The economic causes and consequence of social instability in China. *Discussion paper series, department of economics*, éd. University of Oxford, <http://www.economics.ox.ac.uk/materials/papers/14065/paper-758.pdf> consulté Décembre 2016

Li, R., Hu Y., 2014, RECEP, TPP and China's FTA strategies, *UK Government's Department for International Development under the Knowledge Partnership Programme*, http://www.ipekpp.com/admin/upload_files/Report_3_54_RCEP_6192294083.pdf consulté Décembre 2016

Li Z., Heath N., Exbrayat W. ,2015, Forte hausse des créances douteuses des banques en Chine, *Reuters France*, Août, <http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRL5N10H2H020150806> consulté Décembre 2016

Marks, S. V., 2012, Impact on Indonesia of the ASEAN-CHINA free trade agreement, *United States Agency for International Development, Nathan Associates Inc*, http://www.academia.edu/22166743/Developing_International_Economy_through_ASEAN_-_China_Free_Trade_Agreement_Economic_Relations_and_The_Impacts_Table_of_Content consulté Décembre 2016

Obama, B., 2012, Sustaining US Global Leadership, Priorities for 21st Century Defense. *Department of Defense, United States of America*, http://archive.defense.gov/news/Defense_Strategic_Guidance.pdf consulté Décembre 2016

OCDE, 2015 - Etude Economique de l'OCDE - Indonésie, OCDE, p.8, <https://www.oecd.org/fr/eco/etudes/Synthese-Indon%C3%A9sie-2015.pdf> consulté Décembre 2016

OCDE, 2016 - Etude Economique de l'OCDE - Indonésie, OCDE, 2016, fourni des compléments sur la structure du PIB, <http://www.oecd.org/fr/eco/etudes/indonesie-2016-OCDE-etude-economique-synthese.pdf> consulté Décembre 2016

Pancasila, 2016, est la base philosophique officielle de l'état indonésien. Pancasila se compose de deux vieux mots javanais (à l'origine du sanskrit): "pañca" signifiant cinq, et "sīla" signifiant des principes. Il comprend cinq principes considérés comme inséparables et interdépendants: Croyance dans le seul Dieu (en indonésien, Ketuhanan Yang Maha Esa) ; Justice et humanité civilisée (en indonésien, Kemanusiaan Yang Adil dan Beradab). ; L'unité de l'Indonésie (en indonésien, Persatuan Indonésie). ; Démocratie guidée par la sagesse intérieure dans l'unanimité découlant des délibérations entre représentants (en indonésien, Kerakyatan Yang Dipimpin oleh Hikmat Kebijaksanaan, Dalam Permusyawaratan Perwakilan). ; Justice sociale pour tous les Indonésiens (en indonésien, Keadilan Sosial bagi seluruh Rakyat Indonésie). Pancasila (prononcé [pantjasila]) est la base philosophique officielle de l'état indonésien. *Wikipedia*, [https://en.wikipedia.org/wiki/Pancasila_\(politics\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Pancasila_(politics)) consulté Décembre 2016

Revue Internationale d'Intelligence Economique

R2IE 1/2017 vol 9

Paddock, R. C., 2014 US envoy calls for probe on Indonesian candidate Subianto's record. *Wall Street Journal*, June, <http://www.wsj.com/articles/standard-chartered-faces-u-s-probe-over-indonesian-investment-1474968604> consulté Décembre 2016

Raimon, Noviansyah D., Firmansyah, 2015, Policy advancement in Indonesia concerning technology development and utilisation. *TECH MONITOR*, http://www.techmonitor.net/tm/images/9/92/15jan_mar_sf2.pdf consulté Décembre 2016

Rinakit, 2005 The Indonesian military after the New Order. *Nordic Institute of Asian Studies*.

Rusli, R., Duek A., 2010, The natural resources industry in decentralized Indonesia: how decentralisation impacted the mining, oil and gas industries ? *Center for Research in Economic Analysis (CREA)*.

SBY 2009, Million friends, zero enemy, *Nasional.kompas.com*. 20th October, <http://nasional.kompas.com/read/2009/10/20/1324076/pidato.lengkap.president.sby.20.oktober.2009>, consulté Décembre 2016

Searight, A., 2010, The United States and Asian Economic regionalism: the reactive leadership. The Politic of reactive leadership, *Asia Pacific Agenda Project (APAP)*, [https://www.google.fr/webhp?sourceid=chrome-instant&ion=1&espv=2&ie=UTF-8#q=Searight%2C+A.%2C+The+United+States+and+Asian+Economic+regionalism%3A+the+reactive+leadership.+Asia+Pacific+Agenda+Project+\(APAP\).+2010](https://www.google.fr/webhp?sourceid=chrome-instant&ion=1&espv=2&ie=UTF-8#q=Searight%2C+A.%2C+The+United+States+and+Asian+Economic+regionalism%3A+the+reactive+leadership.+Asia+Pacific+Agenda+Project+(APAP).+2010), consulté Novembre 2016

Statistics 2016, <http://www.kemendag.go.id/en/economic-profile/indonesia-export-import>, consulté Novembre 2016

Steelyana, Evi W. , 2014, The role of financial inclusion in the implementation of final reporting standards for SMEs in Indonesia in facing the Asean Economic Community in 2015. *Bina Nusantara University, Accounting Department*, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2525010 consulté Décembre 2016

Sumantoro, I., B., 2015, Opportunities and challenges for industries, workers and government of Indonesia in the Asean Economic community implementation. *International Conferences on Information Technology and Business (ICITB)*, August 20th-21st ,, [file:///C:/Users/utilisateur/Downloads/438-1087-1-PB%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/utilisateur/Downloads/438-1087-1-PB%20(1).pdf) consulté Décembre 2016

UNFPA, 2014, State of the world population, 111.

United Nations, Economic and Social Council. The naming procedure of Indonesian islands, *13 June 2012. 10th United Nations Conference on the Standardization of geographical names*, 2012.

Wirayani, P., 2015, Joining or not the TPP, Indonesia's readiness is the real question. *Jakarta Post*, November, <http://www.thejakartapost.com/news/2015/11/12/joining-tpp-or-not-indonesia-s-readiness-real-question.html> consulté Décembre 2016

Yudhoyono to Joko 2015, Don't force Indonesia to enter TPP, *Jakarta Globe*, 2015, <http://jakartaglobe.id/politics/yudhoyono-joko-dont-force-indonesia-enter-tpp/> consulté Décembre 2016

Revue Internationale d'Intelligence Economique

R2IE 1/2017 vol 9